

TOU.TE.S ENSEMBLE LE 10 OCTOBRE

C'est historique et très symptomatique de la colère qui vient. L'ensemble des organisations syndicales de la Fonction Publique appelle à la grève et à manifester le 10 octobre.

Au-delà de nos revendications « catégorielles » (point d'indice, journée de carence, emploi, restructurations), c'est dire non à l'ensemble de la politique de régression sociale qui nous est imposée : Loi Travail XXL, retraites à point, hausse de la CSG...



Mesurons toutes et tous l'importance de marquer un coup d'arrêt à la politique du gouvernement, régressive pour le monde du travail, mais au service des plus riches.

RDV à Nantes, place du Commerce à 10h00

Saint-Nazaire, place de la gare à 10h00

PRENDRE SA PLUS BELLE PLUME

Une organisation syndicale très très minoritaire à la DGFIP reprend une méthode commerciale inspirée de la presse en perdition, qui « vend » des abonnements à coups de cadeaux, coûtant presque aussi cher que le dit abonnement. Donc, non satisfaite de brader le prix de sa cotisation voilà qu'elle offre une « magnifique parure de stylo » à tout nouvel adhérent !

Au-delà de la petite pique, nous en profitons pour réaffirmer que la CGT ne vend rien mais reste par contre fidèle à ses valeurs : solidarité, fraternité, justice sociale. Fièvre de plus de 120 ans d'existence sans jamais avoir dévié de sa ligne de défense des salarié.es, fièvre de ses valeurs de solidarité à laquelle chaque syndiqué.e de la CGT contribue par sa cotisation. En effet, c'est grâce à la mutualisation des moyens que nous pouvons aller défendre tous les salarié.e.s y compris celles et ceux qui ne peuvent monter un syndicat.

[En ces temps à l'avenir incertain, la CGT te tend la main, rejoins la CGT !](#)

SCIE CIRCULAIRE

Édouard Philippe vient de sortir une circulaire sobrement intitulée « Action Publique 2022 ». Celle-ci propose un découpage en règle des services publics, dans la droite ligne de la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques sous Sarkozy) et de la MAP (Modernisation de l'Action Publique sous Hollande). Continuité donc mais surtout accélération programmée de la casse des services publics !

Le projet de loi de finances élaboré pour l'an prochain officialise l'existence du programme "Action publique 2022" et donne le ton : ce plan de modernisation des administrations publiques a vocation à supprimer un certain nombre de postes pour permettre une baisse des dépenses de l'État !

Pour ce faire, c'est le périmètre « souhaitable des politiques publiques » qui sera revu, avec aussi des transferts de missions au privé ou carrément, des abandons de missions !

ÇA VA COUPER !

Encore 1600 suppressions d'emplois à la DGFIP en 2018. Ce seront l'équivalent de 5 DDFIP rayées de la carte. Malheureusement, le pire est à venir et ce ne sont pas seulement les organisations syndicales qui le disent ! ([lire l'expression de Bruno Parent, le DG, sur Ulysse](#)). C'est l'avenir de toute la DGFIP qui est en jeu !



Bruno Parent sur Ulysse : « **L'année 2018 sera cependant une année de transition, les efforts en matière de suppressions d'emplois ayant vocation à se renforcer dans les années suivantes.** »

